



### **Au centre, Désiré Razafindrazaka**

**Antananarivo, 22 octobre 2015.** Pas de blabla ici. Laissons parler les chiffres de l'enquête menée par le cabinet COEF (Conseils, Expertises, Formations) Ressources dirigé par l'ami Désiré Razafindrazaka. Mais tout de même, l'Afrobaromètre est devenu un affreux et horrible baromètre pour la corruption à Madagascar.

### **Jeannot Ramambazafy – Photos : Haja Randria**



**COEF**  
RESEARCH CENTER

**AFRO**  
BAROMETER  
FOR THE REALITY IN AID

Dépêche No. 54 | 22 octobre 2015

## A Madagascar, les citoyens déplorent l'ampleur considérable de la corruption.

Dépêche No. 54, Antananarivo | Désire Razafindrazaka, Laetitia Razafimananjy et Irado Luts Djoa

**Résumé**

Selon la dernière enquête Afrobaromètre, la plupart des Malgaches considèrent une hausse alarmante du niveau de corruption en 2014 par rapport à 2013, et déclarent l'inefficacité de performance du gouvernement à mener à bien la lutte contre ce fléau. De 2005 à 2014, les citoyens perçoivent ainsi de moins en moins bien l'effort du pouvoir en place dans le combat contre la corruption, les problèmes qui amoindrissent la crédibilité des institutions étatiques.

Par ailleurs, en 2014, ce sont la police et la gendarmerie, les juges et magistrats, les hommes d'affaires ainsi que les parlementaires qui sont les plus critiqués par les Malgaches pour leur implication dans des affaires de corruption. Plus précisément, cette confiance se manifeste généralement par le paiement de pots-de-vin en vue de faciliter l'obtention de services.

Ces données sont d'une grande importance, puisqu'elles montrent le contexte de corruption auquel est confrontée la population dans son quotidien. Ces données illustrent également le fait que Madagascar est classé au 133<sup>ème</sup> rang sur 175 pays en considérant l'indice de Perceptions de la Corruption (Transparency International) 2014. Par ailleurs, la bonne gouvernance est réclamée par tous les Malgaches et non pas réservée essentiellement à la classe politique.

**Antananarivo :**

Afrobaromètre est un réseau de recherche pan-africain et non-partisan qui mène des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et d'autres questions connexes dans plus de 30 pays en Afrique. Cinq séries d'enquêtes ont été réalisées entre 1997 et 2013, et les enquêtes de la série à sont actuellement en cours (2014-2015). Afrobaromètre mène des enquêtes en face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale de 1000 à 2400 répondants.

L'équipe Afrobaromètre à Madagascar, dirigée par le cabinet COEF Resources a interviewé 1200 adultes malgaches en décembre 2014 et janvier 2015. Un échantillon de cette taille donne des résultats avec une marge d'erreur de +/- 2% à un niveau de confiance de 95%. Les enquêtes précédentes ont été menées à Madagascar en 2005, 2008, et 2013.

**Résultats clés**

- Environ trois Malgaches sur quatre affirment que la corruption dans le pays a augmenté en 2014 par rapport à 2013. Madagascar se trouve parmi les pays pour lesquels le niveau de corruption a accusé les plus grandes hausses par rapport à l'année précédente l'enquête.
- Deux personnes sur 10 critiquent la performance du gouvernement dans la lutte contre la corruption et qualifient cette lutte de « très mauvaise ou plutôt mauvaise ». Toutefois, deux Malgaches sur trois restent convaincus que c'est le parti au pouvoir qui est le mieux placé pour limiter et vaincre la corruption dans le pays.

1

**COEF**  
RESEARCH CENTER

**AFRO**  
BAROMETER  
FOR THE REALITY IN AID

- Plus d'un Malgache sur deux (49%) pense que « la plupart » ou « tous » les policiers et les gendarmes sont impliqués dans des affaires de corruption. Ces deux institutions sont celles perçues comme étant les plus corrompues, au même titre que les juges et magistrats (49%), les élus des parlementaires (33%), des agents des impôts (33%), et des hommes d'affaires (32%).
- Quant aux actions de lutte contre ce fléau à Madagascar, trois individus sur quatre revendiquent l'implication des médias à s'engager fermement dans cette mission, à l'outil, entre autres, de punir les agents du gouvernement qui les délits de corruption que les agents de l'Etat ont commis. Cependant, sur ce plan, les médias sont perçus encore peu efficaces.
- De même, 70% des Malgaches sont d'accord pour participer à l'éradication de la corruption, en affirmant que cette lutte est l'affaire de tous. Néanmoins, la peur des conséquences ou des représailles lors de la dénonciation des cas de corruption demeure le principal facteur qui ralentit l'avancée des actions menées en ce sens.
- Enfin, la plupart de ceux qui se trouvent dans la classe pauvre constituent les principales victimes de la corruption dans le pays. Et pour les citoyens qui trouvent que les dirigeants sont pour la plupart, voire tous, impliqués dans des affaires de corruption, le gouvernement a fait à ces obligations, notamment en matière de gestion de l'économie, création d'emplois, réduction de la criminalité, amélioration de services de santé de base, ou encore la question de sécurité alimentaire.

### Manifestation de corruption au sein de l'administration publique

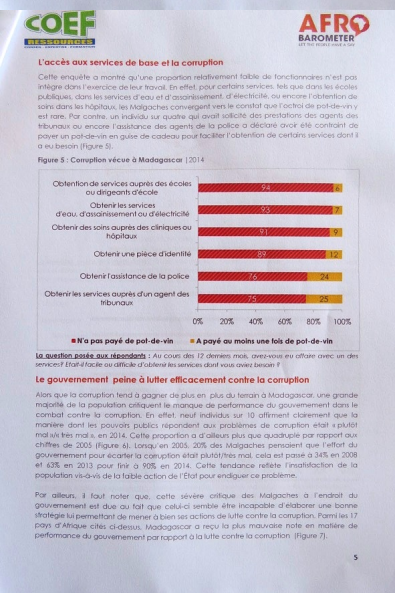
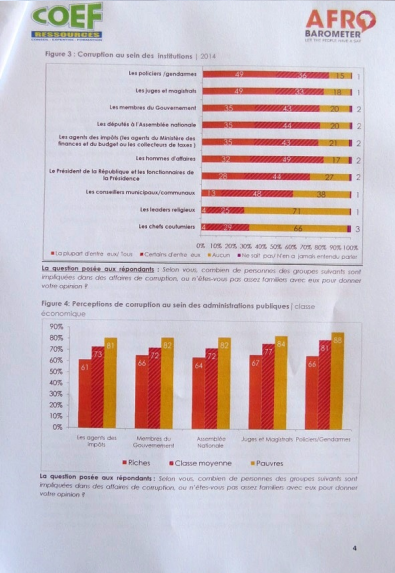
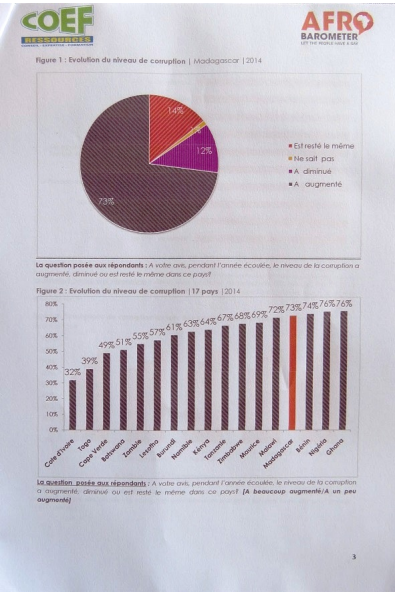
En 2014, la corruption a augmenté par rapport à l'année précédente selon les Malgaches. En effet, 73 % des enquêtés affirment que celle-ci a un peu augmenté (ou a beaucoup augmenté), contre 12% qui pensent plutôt le contraire et 14% qui disent que cela est resté au même niveau (Figure 1).

Madagascar figure parmi les pays où la population perçoit une forte prévalence de corruption, comparativement à 14 autres pays pour lesquels les données du 4<sup>ème</sup> tour de l'enquête Afrobaromètre sont disponibles. Ainsi, Madagascar se situe en 4<sup>ème</sup> position au regard de ces pays où la perception de la corruption a connu une plus forte hausse après le Ghana, le Nigeria, et le Bénin (Figure 2).

Par ailleurs, la corruption est généralisée au niveau de l'administration publique. Concernant les policiers et gendarmes, ainsi que les juges et magistrats, presque la moitié des citoyens malgaches (49%) déclarent que la plupart d'entre eux ou tous sont liés à des affaires de corruption. Pour la même raison, les parlementaires et les membres du gouvernement sont également pointés du doigt par 33% des enquêtés. Par contre, les écoles traditionnelles et les locaux religieux sont vus comme les moins corrompus, en effet, plus de deux Malgaches sur trois affirment qu'aucun d'entre eux n'est corrompu (Figure 3).

Une analyse des avis sur la corruption, en fonction du niveau de vie de la population, montre que la perception des Malgaches varie selon la classe sociale. La classe sociale est établie à partir des critères de manque de certains besoins de base, tels que : la nourriture, l'eau pour les besoins domestiques, les médicaments ou les soins médicaux, le combustible pour la cuisson de repas, et l'énergie. Les riches sont ceux qui n'ont jamais été confrontés au manque pendant les 12 mois de l'enquête. La classe moyenne est formée par ceux qui ont fait face quelques fois à un manque vécu en dehors des besoins de base. Les pauvres sont ceux qui font souvent ou toujours face à un manque. En moyenne, cinq Malgaches sur six (83%) se trouvent dans la classe pauvre pensent que les agents de l'Etat sont corrompus, contre 63% pour les riches (Figure 4).

2



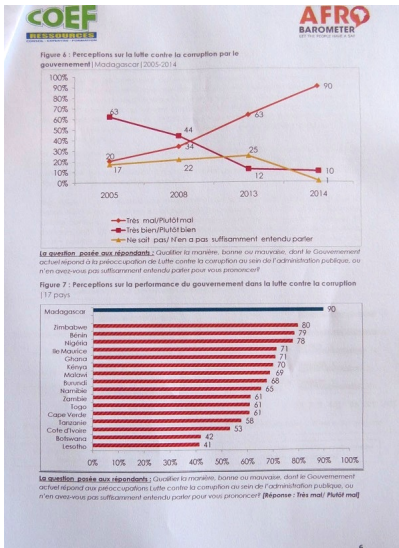


Figure 7 : Perceptions sur la performance du gouvernement dans la lutte contre la corruption (11 pays)

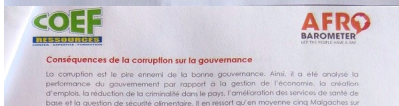


Figure 8 : Corruption et mal gouvernance à Madagascar (2014)

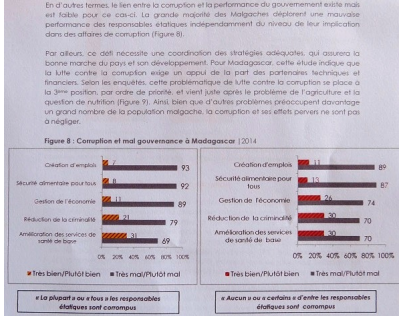
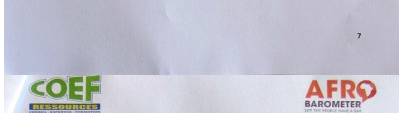


Figure 9 : Secteurs prioritaires nécessitant des appuis techniques et financiers (Madagascar 2014)

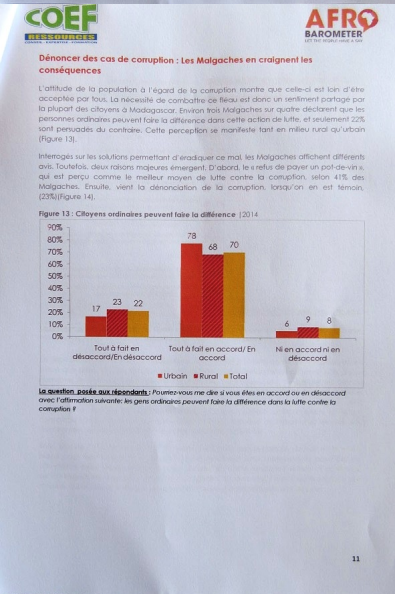
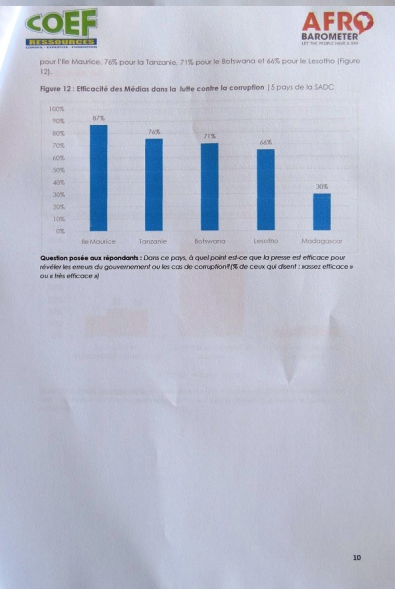
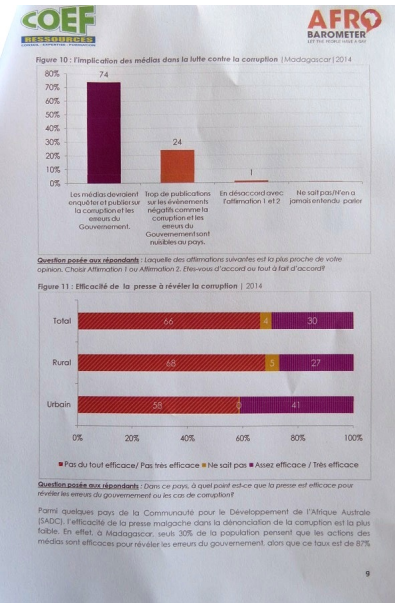


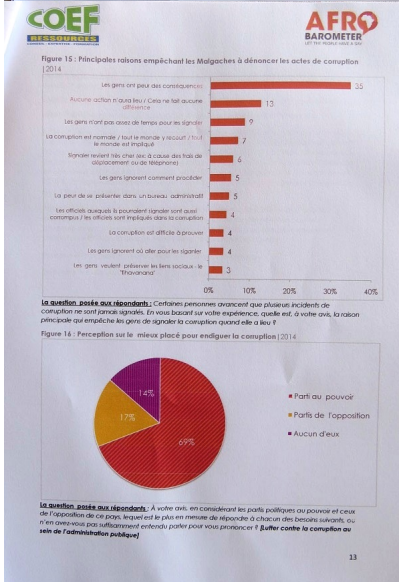
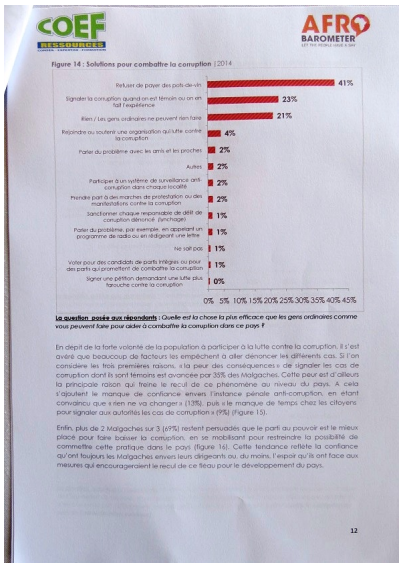
Les médias face à la lutte contre la corruption

Conçus de la place où occupent les médias et de leur importance dans la sphère politique pour l'équilibre du pouvoir, la plupart des Malgaches confient que la presse devrait intervenir davantage dans la lutte contre la corruption afin de parvenir à instaurer la transparence et la bonne gouvernance dans le pays. Ainsi, 74% des Malgaches déclarent que la presse devrait continuellement faire des investigations sur la corruption et les erreurs commises par le gouvernement pour les publier. A l'opposé, 24% de la population craint plutôt la publication de ce dernier, parce qu'il estime que ce processus divoquant les événements négatifs au sujet des dirigeants serait nuisible pour le pays (Figure 10).

Néanmoins, les avis restent mitigés lorsqu'on s'interroge sur l'efficacité des médias à jouer leur rôle dans la lutte contre ce phénomène. Seuls 30% des Malgaches trouvent que la presse est efficace pour révéler les cas de corruption rencontrés dans les institutions étatiques, contre 64% qui sont plutôt persuadés du contraire (Figure 11). Cette faible efficacité est plus exprimée par les ruraux (68%) que par les urbains (58%). Ce résultat reflète que l'accès à l'information reste encore critique en milieu rural et que la liberté de la presse n'est pas encore totalement gagnée.







**COEF RESSOURCES** | **AFRO BAROMETER**

Désir Razafindralandy est le représentant national d'Afrabaromètre à Madagascar et le directeur du cabinet COEF Resources. Email: coef-re@moo.org

Loellina Razafimananjy est chef de projet chez COEF Resources. Email: coef-re@moo.org

Iralda Luis Djojo est consultant chez COEF Resources. Email: coef-re@moo.org

Afrabaromètre, projet collaboratif de recherche par enquêtes, est conduit par un réseau de spécialistes des sciences sociales de plus de 30 pays africains. La coordination des activités est assurée par le Centre pour le Développement Démocratique (CDD) au Ghana, l'Institut de Justice et de la Réconciliation (IJR) en Afrique du Sud, l'Institut de Recherche Empirique en Économie Politique (IREEP) au Bénin et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) à l'Université de Harard au Kenya. L'Université Statistique de Michigan et l'Université de Cape Town fournissent de l'assistance technique au projet.

Afrabaromètre est soutenu financièrement par le Département britannique pour le développement international (DFID), l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (SIDA), l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), la Banque Mondiale, et la Fondation Mo Ibrahim.

Pour plus d'informations, veuillez visiter [www.afrabarometer.org](http://www.afrabarometer.org).

Dépêche No. 54, Afrabaromètre | 22 octobre 2015